



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 14 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**TOQUE ANGEVINE (LA)**

ZI d'Etriché  
49500 Segré-En-Anjou Bleu

**Références :** 2025-19\_TOQUE ANGEVINE (LA)\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006302265

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement TOQUE ANGEVINE (LA) implanté ZI d'Etriché Segré 49500 Segré-en-Anjou Bleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOQUE ANGEVINE (LA)
- ZI d'Etriché Segré 49500 Segré-en-Anjou Bleu
- Code AIOT : 0006302265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la Toque Angevine a été reconstruit en 1990 suite à un incendie. L'établissement fait partie du groupe LDC. Ce groupe se compose de 4 pôles (alimentation volaille, abattoirs, traiteur et international). La Toque Angevine fait partie du pôle traiteur depuis 1990. Le nombre de salariés est de 550 personnes en CDI et environ 200 en intérim et CDD.

Les produits finis sortant du site sont les pizzas et sandwichs (snacks chauds de type burger, hotdog ou froids de type triangle, wrap et baguette).

Thèmes de l'inspection : BIOCIDES et Eau de surface

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incidents ou accident	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect des Valeurs Limites d'Emission aqueux - Hors période d'incident	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.1 Alinéas 1, 2 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Respect des Valeurs Limites d'Emission aqueux - Période de l'incident	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.1 Alinéas 1, 2 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Respect des fréquences de l'auto-surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.5.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Valeurs Limites d'Emission - Micropolluants	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déclaration dans BioCid des produits biocides	Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R. 522-18 et article L. 522-2 du code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
8	Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés	Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89	Sans objet
9	Vérification de l'AMM ou du dépôt de dossier d'AMM	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 65	Sans objet
11	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
12	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 22/05/2012, article 65 et 70	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection fait notamment suite à la notification en date du 29/11/2024 de l'exploitant de dépassements de Valeurs Limites d'Emission en sortie de la station d'épuration. Cette visite avait pour objet d'examiner le respect des dispositions réglementaires applicables en cas d'incident survenant sur un site. Les thèmes relatifs à la maîtrise de la consommation en eau en cas de sécheresse et aux modalités de gestion des produits Biocides ont également été abordés.

Suite aux écarts constatés lors de cette visite d'inspection, des actions correctives sont attendues par l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Incidents ou accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incidents ou accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 29/11/2024, la société La Toque Angevine a informé l'inspection des installations classées que des dysfonctionnements au niveau de la station d'épuration ont entraîné des dépassements des Valeurs Limites d'Emission sur les paramètres suivants : DCO (6 non conformités), NGL (9 non conformités) et Pt (16 non conformités). L'exploitant précise dans son courriel que l'analyse du bassin d'aération a révélé la présence de bactéries filamenteuses venant perturber le fonctionnement de la station d'épuration et qu'à ce stade, la cause à l'origine du développement des filamenteuses n'était pas identifiée. A la date du message, l'exploitant précise que les rejets sont revenus conformes en DCO et en NGL et qu'un retour " <i>à la normale pour le phosphore</i> " est attendu la semaine suivante. Par courriel du 02 décembre 2024, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant d'avoir pris note de ces éléments. <u>L'exploitant a notifié trop tardivement car, après consultation de l'application GIDAF, ces dépassements ont débuté le 12 novembre 2024.</u> Des signalements externes (riverains, associations, élus, ...) auraient pu être portés à la connaissance de la Préfecture du Maine-et-Loire sans que l'inspection des installations classées eut été informée. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant, accompagné de la société sous-traitante (SAUR) en charge du suivi de la station d'épuration interne, a présenté le déroulement de l'incident. A partir du 15/11/2024, l'exploitant constate l'apparition d'une mousse au sein des bassins d'aération et de clarification. La présence de cette mousse est liée au développement d'une bactérie filamenteuse. Suite à ce constat, un traitement par de l'hypochlorite de sodium (eau de javel) est réalisé sur la mousse (3 jours consécutifs puis de nouveau 5 jours consécutifs). Cette action permet la destruction de la bactérie filamenteuse mais aussi d'une grande partie des boues actives du bassin d'aération. Des opérations d'écumage de la mousse sont également réalisées. En sus de cet événement, le pont racleur du bassin de clarification est tombé en panne le 01/12/2024 alors que le

traitement des bactéries filamenteuses dans le bassin d'aération n'était pas terminé. Celui-ci a été réparé le 10/12/2024. Un dosage supplémentaire en chlorure ferrique a également été nécessaire pour réduire la teneur en phosphore des effluents. Le retour à la conformité réglementaire de l'ensemble des paramètres a été effectif le 06/01/2025. Entre le 12/11/2024 et le 06/01/2025, aucun ajustement de production n'a été réalisé afin de réduire la charge entrante au sein de la station d'épuration.

Par courriel du 14/01/2025, l'exploitant a transmis son rapport d'incident. Des commentaires ont été formulés sur ce document au cours de la visite d'inspection et une nouvelle version a été transmise par l'exploitant le 17/01/2025.

Nota : La qualité des effluents aqueux en sortie de la station d'épuration pendant la période de l'incident est examinée au sein du point de contrôle n°3.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Respect des Valeurs Limites d'Emission aqueux - Hors période d'incident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.1 Alinéas 1, 2 et 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

### **Prescription contrôlée :**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

### **Constats :**

#### Qualité des effluents aqueux rejetés en dehors de la période de l'incident

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/07/2022, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période de novembre 2023 à octobre 2024 (période de 12 mois). Sur cette période, 357 prélèvements journaliers ont été effectués. La consultation de ces données met notamment en évidence les constats suivants :

- Concentration en MES : 4 dépassements de la valeur limite journalière sur la période (1,1%) et 0 dépassement du plus du double de la valeur limite journalière ;
- Flux en MES : Aucun dépassement du flux limite
- Concentration en DCO : 23 dépassements de la valeur limite journalière sur la période (6,4%) **dont 1 dépassement du plus du double de la valeur limite journalière ;**
- Flux en DCO : 3 dépassements de la valeur limite journalière sur la période (0,8%) et 0 dépassement du plus du double de la valeur limite journalière ;
- Concentration en Phosphore total : 5 dépassements de la valeur limite journalière sur la période (1,4%) **dont 2 dépassements du plus du double de la valeur limite journalière ;**
- Flux en Phosphore total : 1 dépassement de la valeur limite journalière sur la période (0,28%) et 0 dépassement du plus du double de la valeur limite journalière ;

- Concentration en NGL : Aucun dépassement de la concentration limite
- Flux en NGL : Aucun dépassement du flux limite
- Concentration en DBO<sub>5</sub> : Aucun dépassement de la concentration limite
- Flux en DBO<sub>5</sub> : Aucun dépassement du flux limite

Malgré les trois dépassements de plus du double de la VLE en concentration (deux en Phosphore et un en DCO), le fonctionnement de la station d'épuration est considéré comme correcte et la station d'épuration apparaît, à ce jour, suffisamment dimensionnée. L'exploitant doit néanmoins mettre en œuvre les mesures nécessaires pour éviter tout nouveau dépassement du double de la VLE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Respect des Valeurs Limites d'Emission aqueux - Période de l'incident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.1 Alinéas 1, 2 et 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

#### **Constats :**

##### Qualité des effluents aqueux rejetés pendant la période de l'incident

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/07/2022, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période du 1<sup>er</sup> novembre 2024 au 31 décembre 2024. Sur cette période, 60 prélèvements journaliers ont été effectués. La consultation de ces données met notamment en évidence les constats suivants :

- 8 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de concentration en MES (soit 13,3 % des échantillons sur la période concernée) ;
- 26 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de concentration en DCO (soit 43,3 % des échantillons sur la période concernée) dont 2 mesures qui dépassent le double de la VLE ;
- 48 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de concentration en Phosphore total (soit 80 % des échantillons sur la période concernée) dont 44 mesures qui dépassent le double de la VLE ;
- 32 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de flux en Phosphore total (soit 53,3 % des échantillons sur la période concernée) dont 24 mesures qui dépassent le double de la VLE ;
- 22 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de concentration en Azote Global (soit 36,7 % des échantillons sur la période concernée) dont

- 6 mesures qui dépassent le double de la VLE ;
- 10 mesures journalières d'échantillon d'eau dépassent la valeur limite d'émission (VLE) de flux en Azote Global (soit 16,7 % des échantillons sur la période concernée).

Des dépassements significatifs des Valeurs Limites d'Emissions sont constatés pendant cette période.

Au cours de cette période, l'exploitant a mis en oeuvre des actions correctives pour rétablir la conformité réglementaire de ses rejets sans toutefois ajuster sa production. Au cours de la visite d'inspection, il est constaté le retour à la conformité réglementaire des effluents en sortie de la station d'épuration depuis le 06/01/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Respect des fréquences de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Fréquence d'autosurveillance
Débit maximum	/	Journalière
Température	1301	Journalière
pH	1302	Journalière
MES	1305	Journalière
DCO	1314	Journalière
DBO <sub>5</sub>	1313	Mensuelle
NTK	1319	Hebdomadaire
NGL	1551	Journalière
Phosphore total	1350	Journalière
Nickel et ses composés	1386	Annuelle
Zinc et ses composés	1383	Annuelle
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	Annuelle



Arsenic et ses composés	1369	Annuelle
Fer	7714	Trimestrielle

**Constats :**

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/07/2022, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période de novembre 2023 à octobre 2024 (période de 12 mois). Sur cette période, les fréquences d'auto-surveillance ont été respectées pour l'ensemble des paramètres et substances, excepté pour le Fer qui doit être suivi trimestriellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Valeurs Limites d'Emission - Micropolluants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 4.4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emission - Micropolluants

**Prescription contrôlée :**

Sous un délai de six mois, l'exploitant est tenu de proposer des Valeurs Limites d'Emission pour les paramètres Nickel, Arsenic et Zinc permettant de garantir la compatibilité de ses rejets avec l'objectif de qualité de la masse d'eau de la rivière de l'Oudon.

**Constats :**

Au jour de la visite d'inspection, aucune proposition n'a été formulée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Réductions d'eau de l'exploitant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

**Constats :**



Le site est uniquement alimenté en eau par le réseau public d'alimentation en eau potable de la commune de Segré-en-Anjou Bleu. Le volume prélevé au cours de l'année 2024 a été de 75016 m<sup>3</sup>. Considérant que l'eau utilisée provient exclusivement du réseau d'adduction en eau potable et que les eaux usées industrielles sont rejetées au sein de la masse d'eau de l'Oudon (FRGR0505b), le volume d'eau de référence correspond au volume d'eau prélevé dans le réseau d'eau potable sans déduction du volume rejeté (cf. note d'application de l'AM sécheresse p6) . L'exploitant réalise un suivi quotidien de sa consommation en eau via un réseau de compteurs.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise que le volume de référence est de 292,6 m<sup>3</sup>/jour. Selon les données de l'exploitant, les moyennes des volumes journaliers prélevées par trimestre ont été considérées. Toutefois, il convient de définir un volume de référence pour chaque trimestre comme défini dans la note ministérielle dans sa dernière version.

Il convient que l'exploitant affine et détaille son volume de référence par trimestre sur la base des éléments d'appréciation de la note ministérielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 7 : Les installations exemptées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations non soumises à l'article 2

### **Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le

1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Constats :</b> <p>Concernant le premier alinéa, le site ne fait pas partie des activités susceptibles d'être exemptées du respect des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. La transformation des aliments sur le site ne s'effectue pas en flux poussé.</p> <p>Concernant le deuxième alinéa, aucun justificatif de réduction du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ne peut être présenté.</p> <p>Concernant le troisième alinéa, aucune eau ne fait l'objet d'une réutilisation à ce jour.</p> <p>Concernant le quatrième alinéa, l'établissement a été autorisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'exploitant considère qu'il n'est pas exempté du respect des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Ce positionnement est validé par l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 17 du BPR :</p> <p>1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement.</p> <p>Article 65 du BPR :</p> <p>1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement.</p> <p>Article 89 du BPR : (Mesures transitoires)</p> <p>2. Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement et sans préjudice des paragraphes 1 et 3 du présent article, un État membre peut continuer d'appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché d'un produit biocide donné pendant deux ans à compter de la date d'approbation de la dernière des substances actives à avoir été approuvée contenues dans ce produit biocide.</p> <p>3. Si aucune demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée n'a été soumise conformément au deuxième alinéa :</p> <p>a) le produit biocide n'est plus mis à disposition sur le marché dans un délai de 180 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives ; et</p> <p>b) l'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la liste des produits Biocide employés au cours de l'année 2024. 15 produits ayant des propriétés biocides sont employés sur le site. Au cours de l'année 2024, plus de 87 tonnes de produits Biocide ont été utilisés.</p> <p>Les cinq principaux produits Biocides, représentant plus de 90 % de la consommation annuelle, mis en oeuvre par la société et présents sur site, ont fait l'objet d'un contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PENNGAR GB, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : La substance active est l'Hypochlorite de sodium (7681-52-9). La substance a été approuvée en TP04 avec une date d'approbation au 01/01/2019.</li> <li>• FOAM CL-650, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : La substance active est l'Hypochlorite de sodium (7681-52-9). La substance a été approuvée en TP04 avec une date</li> </ul>

d'approbation au 01/01/2019.

- DEPTIL MYCOCIDE S, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : La substance active est le Chlorure de didécyldiméthylammonium (7173-51-5). La substance a été approuvée en TP04 avec une date d'approbation au 01/11/2022.
- ARVO 21 SR, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : La substance active revendiquée par le metteur sur le marché est l'alcool éthylique (64-17-5). La substance alcool éthylique est en cours d'approbation pour le TP04.
- HYPOCHLORITE SODIUM 13 % EN901 BIOCIDE, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : La substance active est l'Hypochlorite de sodium (7681-52-9). La substance a été approuvée en TP04 avec une date d'approbation au 01/01/2019.

L'usage des produits sur le site est cohérent avec la demande d'approbation en cours et les approbations d'ores et déjà délivrées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Vérification de l'AMM ou du dépôt de dossier d'AMM

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 65

**Thème(s) :** Produits chimiques, Produits biocides

**Prescription contrôlée :**

article 17 du BPR : 1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement.

article 65 du BPR : 1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement.

**Constats :**

Les cinq produits Biocides suivant ont fait l'objet d'un contrôle :

- PENNGAR GB, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Aucune AMM n'a été délivrée à ce jour pour ce produit. Selon le site <https://biocid-anses.fr/>, une demande d'AMM a été déposée auprès de l'ANSES.
- FOAM CL-650, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Aucune AMM n'a été délivrée à ce jour pour ce produit. Selon le site <https://biocid-anses.fr/>, une demande d'AMM a été déposée auprès de l'ANSES.
- DEPTIL MYCOCIDE S, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Le produit dispose d'une autorisation de mise sur le marché n°9200340.
- ARVO 21 SR, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : La substance active étant en cours d'examen, le produit est en régime transitoire.
- HYPOCHLORITE SODIUM 13 % EN901 BIOCIDE, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : Aucune AMM n'a été délivrée à ce jour pour ce produit. Selon le site <https://biocid-anses.fr/>, une demande d'AMM a été déposée auprès de l'ANSES. L'utilisation de ce produit est sous régime transitoire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Déclaration dans BioCid des produits biocides

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R. 522-18 et article L. 522-2 du code de l'environnement

**Thème(s) :** Produits chimiques, Produits biocides

**Prescription contrôlée :**

Article L. 522-2

I.-Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.

Article R. 522-18 :

La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.

**Constats :**

Les cinq produits Biocides suivants ont fait l'objet d'un contrôle :

- PENNGAR GB, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Absence d'incohérence entre les renseignements de la FDS et des informations présentes sous BioCid
- FOAM CL-650, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Absence d'incohérence entre les renseignements de la FDS et des informations présentes sous BioCid
- DEPTIL MYCOCIDE S, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Absence d'incohérence entre les renseignements de la FDS et des informations présentes sous BioCid
- ARVO 21 SR, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : Une substance mentionnée sur la FDS (Propan-2-ol) est une substance active biocide, mais n'est pas revendiquée comme telle dans ce produit sur la déclaration BioCid. Il convient de se rapprocher du fournisseur afin de connaître le rôle du Propan-2-ol dans le mélange, puis d'éventuellement lui demander de corriger la déclaration BioCid dans le cas où elle serait effectivement présente dans le mélange pour lui conférer des « propriétés biocide ».
- HYPOCHLORITE SODIUM 13 % EN901 BIOCID, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : Absence d'incohérence entre les renseignements de la FDS et des informations présentes sous BioCid

Ces cinq produits sont déclarés sur le site <https://biocid-anses.fr/biocid#> pour le TP04 - Surface en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Conditions de stockage FDS**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

Les dispositions définies par les FDS des cinq produits Biocides suivants sont les suivantes :

- PENNGAR GB, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Laisser de préférence dans l'emballage d'origine. Maintenir l'emballage fermé. Conserver dans un endroit frais. Tenir à l'écart des produits sensibles aux alcalins chlorés.
- FOAM CL-650, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Laisser de préférence dans l'emballage d'origine. Maintenir l'emballage fermé. Conserver dans un endroit frais. Tenir à

<p>l'écart des produits sensibles aux alcalins chlorés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEPTIL MYCOCIDE S, fournisseur HYPRED SAS, Désinfectant (TP04) : Laisser de préférence dans l'emballage d'origine. Stocker dans un endroit propre, frais et ventilé et loin des sources de chaleur et de lumière intense. Maintenir l'emballage fermé.</li> <li>• ARVO 21 SR, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Conserver dans des conteneurs hermétiquement clos. Éviter : Chaleur et lumière solaire. Sources d'inflammation. Humidité.</li> <li>• HYPOCHLORITE SODIUM 13 % EN901 BIOCIDES, fournisseur STOCKMEIER FRANCE, Désinfectant (TP04) : Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Conserver dans des conteneurs hermétiquement clos. Conserver à l'abri de la lumière solaire directe. Conserver à l'écart des Acides.</li> </ul> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection des installations classées a constaté le respect de ces dispositions.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

## N° 12 : Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 65 et 70
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits biocides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 65 du BPR :</p> <p>2. Les États membres prennent les mesures nécessaires afin que des contrôles officiels soient réalisés pour veiller au respect du présent règlement.</p> <p>Afin de faciliter le contrôle de ce respect, les fabricants de produits biocides mis sur le marché de l'Union maintiennent, en ce qui concerne le processus de fabrication, une documentation appropriée sous format papier ou électronique ayant trait à la qualité et à la sécurité du produit biocide à mettre sur le marché et stockent des échantillons de lots de fabrication. La documentation inclut au minimum :</p> <p>a) les fiches de données de sécurité et les spécifications des substances actives et autres ingrédients utilisés pour fabriquer le produit biocide ;</p> <p>Article 70 du BPR :</p> <p>Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les Fiches de Données de Sécurité des produits Biocides contrôlés ont été fournies à l'inspection des installations classées. Leur examen sur les points suivants n'appelle pas d'observation de la part de l'installation : version à jour, en français, substances actives recensées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>